

un entretien avec

Henri Lefebvre

le marxisme

l'Etat et son dépérissement

Après le bilan parlé du Temps des méprises (Cf. TS n° 684), Henri Lefebvre vient de publier, aux éditions Christian Bourgois (collection 10/18), la première d'une série de quatre études sur l'Etat. Le premier volume traite de l'Etat dans le monde moderne. Le second volume abordera l'aspect historique du problème dans la philosophie et dans la théorie marxiste, de Hegel à Mao en passant par Staline ; le troisième tentera de dégager le concept de mode de production étatique (MPE) ; le quatrième, enfin, traitera des contradictions de l'Etat. Entre deux voyages aux quatre coins du monde (après la Chine populaire et l'Afrique noire, c'est aujourd'hui le tour de l'Australie et de l'Indonésie), et deux tournées de conférences dans les universités des pays ainsi traversés — voyages et conférences qui sont l'occasion pour lui d'élargir le champ de son enquête — Henri Lefebvre a bien voulu faire avec nous le point de sa réflexion actuelle sur l'Etat. Une réflexion qui nous concerne, alors que, en France même et dans toute l'Europe du Sud, la question du pouvoir — et donc de l'Etat — est enfin à l'ordre du jour.

Victor Leduc : En continuité avec l'ensemble de ton oeuvre, tu as entrepris une étude complète de l'Etat, problème décisif dans la lutte politique aujourd'hui. Et tu nous annonces un programme d'une très grande richesse. Pourrais-tu revenir sur ta définition de l'Etat ?

Henri Lefebvre : Je voudrais d'abord insister sur la notion de coupure politique. La notion de coupure épistémologique s'est diffusée au cours de la dernière période et son succès me paraît fondamental. *Entre l'oeuvre de Hegel et celle de Marx, il y a coupure politique, en ce sens que Hegel est un apologiste de l'Etat et Marx un critique de l'Etat.* A l'intérieur même de l'oeuvre de Marx, il y a coupure politique entre les premières oeuvres où il réfute la philosophie hégélienne de l'Etat, c'est-à-dire l'apologie de l'Etat, et les oeuvres de la fin de sa vie où il critique tout Etat parce qu'il adopte, à la suite de la Commune de Paris, la thèse de la rupture et du dépérissement de l'Etat.

C'est l'occasion de remarquer d'abord que le mouvement ouvrier lui-même s'est scindé sur cette question décisive. Le mouvement en France avec la Commune est anti étatique, sans doute, parce que l'Etat était déjà très fort et très centralisé en France depuis les Jacobins et Napoléon I^{er}. Au contraire, très vite et très tôt, le mouvement en Allemagne avec Ferdinand Lassalle et le parti social-démocrate allemand est étatique, sans doute parce que l'Allemagne n'était pas unifiée.

Dans la « Critique du programme de Gotha », Marx s'adressant aux Allemands explique avec beaucoup de force comment l'Etat doit pour lui se résorber dans la société civile. Dans d'autres textes inspirés par la Commune, il indique avec non moins de force comment la révolution politique brise l'Etat bourgeois et le mène au dépérissement, thèse reprise et développée par Engels d'abord, Lénine ensuite. En regardant de près, on s'aperçoit que ces thèses étaient déjà implicites dès les pre-

mières oeuvres, dites oeuvres de jeunesse. Marx, en effet, introduit dès le début par rapport à Hegel la double thèse de l'aliénation philosophique et de l'aliénation politique que Hegel méconnaît

**qu'est qui dépérit
avec l'Etat ?
c'est la ou le politique**

Donc pour Marx, l'Etat n'est autre chose que la forme du politique, forme qui présuppose les formes de la marchandise, de l'argent, du capital, qui ne se superpose pas du dehors à elles, mais leur est inhérente pour ensuite émerger au cours de l'Histoire au-dessus d'elles. *Telle est, je crois, la définition qu'on peut donner de l'Etat : c'est la forme du pouvoir politique.*

Il y a des coupures politiques au cours de l'Histoire : entre la cité-Etat antique, l'Etat féodal-militaire et l'Etat-nation. Ces coupures politiques ne coïncident pas exactement avec la succession des modes de production antique, médiéval, capitaliste mais leur correspondent globalement. La coupure entre l'Etat-nation et ses antécédents a été marquée par des révolutions, dont la Révolution française.

V.L. : Parmi les formes du pouvoir politique, tu examines l'Etat moderne dans ses différents aspects. Et tu emploies à ce propos une expression forte : celle du terricide. S'agit-il d'un nouveau visage de l'Etat ?

H.L. : Je commencerai par répondre que cette question de l'Etat, dont déjà Marx et Lénine soulignaient l'importance, n'a pas été examinée par les « marxistes » selon une démarche adéquate. Du moins à mon avis. Gramsci lui-même se pose la question du pouvoir à l'intérieur de l'Etat, c'est-à-dire de l'hégémonie, mais non celle du fonc-

tionnement de la forme étatique. D'autres, comme Poulantzas, par exemple, ont construit un modèle abstrait de l'Etat baptisé pour l'occasion marxiste, mais qui n'est qu'un modèle de l'Etat en général.

la mondialisation de l'Etat...

A mon avis, le point de départ de la réflexion politique aujourd'hui, ce n'est pas l'Etat en général, l'Etat in abstracto, ni même l'Etat d'après Lénine, ou Staline. Le point de départ, c'est la mondialisation de l'Etat. Phénomène stupéfiant qui s'est passé autour de nous depuis quelques dizaines d'années, et qui est resté presque inaperçu : *naturel pour les uns, et rationnel pour les autres. De sorte qu'aujourd'hui, l'Etat couvre le monde. Et la chaîne des Etats enserme la planète.* Je dis que c'est un phénomène stupéfiant : aucune religion n'a obtenu ce résultat, seul dans le monde moderne le sport a atteint cette diffusion mondiale. Le sport, l'Etat : peut-être y a-t-il un rapport. Les phénomènes me frappent, mais je ne prétends pas en détenir la clef.

Je ne connais pas le nombre exact des Etats-nations inscrits à l'ONU (entre 150 et 175, je crois : dernier en date, l'Angola). Les défenseurs de la rationalité étatique auraient bien tort de triompher. Certes, il y a l'ONU, le système des Etats, la Déclaration universelle des droits de l'Homme, etc. *Mais les éléments d'irrationalité et de violence prolifèrent en même temps que le système des Etats.* La violence apparaît partout. Beaucoup de ces Etats-nations ne sont des nations que de nom. Et on peut même se demander si la nation n'est pas un effet politique, l'effet de l'Etat.

et le terricide

Les Etats-nations sont en principe égaux à l'ONU. Et ce n'est pas tout à fait une fiction, puisqu'il y a des votes. Mais en même temps, cette égalité n'est qu'une illusion, puisqu'il y a une hiérarchie des Etats depuis les super-grands jusqu'aux très petits, en passant par les grands et les moyens. Ce qui montre comment l'ONU généralise à l'échelle mondiale le principe de la démocratie limitée qui égalise l'inégal et rend équivalent le non-équivalent.

Mais voici plus grave : il se superpose aux autres marchés, c'est-à-dire ceux de la force de travail, des marchandises et des moyens de production, des capitaux eux-mêmes, un marché inter-étatique qui porte notamment sur les armes et les armements. *Le système des Etats, apparemment raisonnable, s'accompagne d'une colossale production d'armements* que les Etats avancés produisent pour la vente. *L'organisation mondiale des Etats n'est ni innocente ni rationnelle. Les dangers sont effroyables.* Aux dangers de la bombe atomique, détenue par quelques grands Etats, aux dangers de la pollution et de la destruction de la nature, s'ajoute celui de l'armement de tous les Etats, grands et petits. Ce danger à l'échelle planétaire,



je l'appelle « Le terricide ». Il s'agit de rien de moins que de la destruction de la Terre.

V.L. : Il est évident que l'Etat moderne n'aurait pas ce pouvoir effrayant, s'il n'opérait dans le silence et le mystère. Comment vois-tu ce problème du mystère et de la mystification de l'Etat, auquel tu consacres un chapitre ?

H.L. : Les partisans de l'Etat croient comme Hegel à la rationalité supérieure de l'Etat. Cette idéologie a beaucoup d'importance puisqu'elle fonde l'idée et la pratique du service public. Cette idée et cette pratique s'estompent, mais restent vivaces dans la superstructure étatique, donc chez la plupart des énarques qui sont en ce moment au pouvoir en France. Je me demande d'ailleurs si les grands énarques y croient encore et s'ils n'ont pas plutôt atteint le degré du cynisme politique. La vieille notion de raison d'Etat est déjà beaucoup plus obscure. C'est quelquefois, sinon souvent, l'arbitraire, l'injustice délibérée, voire l'illégalité formelle qui se réclament de la raison d'Etat.

gestion et violence

Mais le problème de fond, c'est de comprendre comment ça fonctionne. C'est un problème, parce que l'Etat moderne est d'une telle complexité que personne, même pas les chefs d'Etat, ne le connaît dans toutes ses parties, dans toutes ses institutions. Le fonctionnement de la bureaucratie échappe aux bureaucrates eux-mêmes. Pensez à une institution comme la Sécurité sociale.

Mais l'analyse ne peut se perdre dans le labyrinthe institutionnel. *Ce qu'il faut remarquer comme fil conducteur de l'analyse, c'est que l'Etat moderne a deux aspects fondamentaux : la gestion et la violence. C'est sa double face.* D'un côté, il est gestionnaire de l'ensemble social. A ce titre, il domine la société civile. Il a pris en main l'économie. Il a la charge de la croissance, qu'il s'agisse du capitalisme d'Etat ou du socialisme d'Etat. Mais d'autre part, l'Etat et le chef de l'Etat disposent de l'armée, de la police, et dans une large mesure de l'appareil judiciaire. L'Etat a donc un aspect qui le lie à la mort, un aspect que l'on peut dire mortifère. *Or, ces aspects renvoient l'un à l'autre, dans un effet que l'on peut dire, non pas de miroir, mais de miroitement et de mirage. La gestion renvoie à la force, et la violence à la gestion.* Il y a une production pour la mort, celle des armes. L'armée elle-même devient dans certaines conditions une force productive.

Ainsi l'Etat est insaisissable. Il est toujours ailleurs. Quand on croit le saisir ici, il est toujours déjà autre part. D'où la difficulté d'une connaissance de l'Etat. Cette connaissance se heurte à chaque instant à de multiples

obstacles, ce qui permet de parler du mystère de l'Etat. Mais c'est un peu au sens où Marx parlait du mystère de la marchandise, à la fois mystérieuse et évidente.

mystère de l'Etat

Le mystère de l'Etat devient plus saisissable, plus

localisable lorsqu'on se rend compte que toute bureaucratie a son mystère. Tout appareil d'Etat et toute institution a ses coulisses. Il me semble que *l'Etat entretient son propre mystère en s'occultant lui-même. Et plus gravement en diffusant des idéologies*, en faisant main basse sur le savoir par des institutions et finalement en répartissant lui-même dans la société les lumières et les ombres.

V.L. : Peut-on alors parler à ce propos d'appareils idéologiques d'Etat ?

H.L. : *Je ne crois pas. Cette notion m'apparaît suspecte.* Peut-être convient-elle au parti dominant détenteur du pouvoir en régime socialiste tel que nous le connaissons. Il semble en effet que le Parti communiste d'URSS fonctionne comme appareil idéologique d'Etat, manipulant le marxisme à sa guise et suivant ses besoins, comme autrefois l'Eglise manipulait la scolastique et le thomisme. Ce dont Louis Althusser a fait la théorie. *Mais dans nos pays et tels que nous les connaissons, les grandes idéologies naissent dans la société civile.* Par exemple, le rationalisme est né dans l'ensemble de la société française et européenne pendant la montée du capitalisme et de la bourgeoisie. Mais il n'a pris forme idéologiquement définie que dans des institutions qui n'avaient pas d'abord pour fonction de sécréter de l'idéologie. mais du savoir : l'école, l'Université...

transition et autogestion

V.L. : *Tu parles dans ton livre des incertitudes et des obscurités du concept de la transition du capitalisme au socialisme chez Marx. Dans notre réflexion, sur l'autogestion nous nous heurtons au même problème. Et l'autogestion semble alors répondre à certaines lacunes dans la théorie même de la transition chez Marx*

H.L. : *Ce concept de transition est particulièrement important et particulièrement obscur.* Il serait intéressant de faire une anthologie des textes sur la transition de Marx à nos jours, en passant par Lénine, Trotski, Gramsci et jusqu'au *Manifeste*. Première remarque : est-il exact que pour Marx la transition du capitalisme au socialisme suit la révolution politique, c'est-à-dire la prise du pouvoir par la classe ouvrière et ses alliés ? Je crois que oui. Deuxième remarque : pour Marx et même pour Lénine, l'essor des forces productives devait également suivre cette révolution, puisqu'ils considéraient, au moins dans un certain nombre de textes, les rapports de production capitalistes comme des entraves à cet accroissement. Il y a là un problème. Y a-t-il eu accroissement des forces productives dans le cadre du capitalisme ? Oui. Comment et pourquoi cette accumulation du capital s'est-elle poursuivie dans le cadre des rapports de production capitalistes ? Il me semble qu'il faut faire appel à l'œuvre de Rosa Luxemburg pour le comprendre. *Toujours est-il que dans une certaine mesure et sous certains aspects, nous sommes dans la transition.*

La thèse que je présente est la suivante : 1) *cette transition tend à se fixer dans un mode de production* qui n'est ni le socialisme prévu par Marx ni le capitalisme de la première moitié du XX^e siècle ; *c'est ce que j'appelle le mode de production étatique (MPE)*; 2) *à cette fixation par le sommet répliquent des mouvements de la base*, mouvements très complexes qui visent des revendications qualitatives, des revendications concernant l'espace, mais aussi et surtout *l'autogestion* : tantôt celle des entreprises,

tantôt celle des territoires. *Cette réplique de la base cherche sa voie.* Dans ce schéma, elle se conçoit comme la contrepartie du rôle de plus en plus accablant pris par l'Etat. Il se forme pendant cette période transitoire, une contradiction de plus en plus profonde, un conflit de plus en plus accentué entre la base et le sommet, entre les mouvements autogestionnaires et les pouvoirs étatiques.

V.L. : *La transition a débouché en URSS et dans un certain nombre d'Etats du même type sur le stalinisme. C'est le grand problème des marxistes contemporains. Avec le mode de production étatique (MPE), est-ce une analyse nouvelle du stalinisme que tu proposes ? Que veux-tu dire par là ?*

H.L. : Je pense que l'Etat moderne s'est transformé qualitativement à partir du moment où il a pris en charge la croissance économique. J'irai jusqu'à dire qu'il y a une certaine coupure politique entre l'Etat gestionnaire de la croissance et les formes politiques antérieures, y compris l'Etat-nation de la période du capitalisme concurrentiel et même du capitalisme monopolistique. *L'Etat dans ces conditions, ne s'érige plus au-dessus de la société. Il n'est pas simplement un pouvoir politique de classe, il pénètre la société entière.* Le stalinisme fut d'abord cela : l'Etat prenant en charge par le plan économique la croissance et le développement de la société. Mais aussitôt dans le stalinisme le développement, c'est-à-dire l'enrichissement qualitatif des rapports sociaux, a été sacrifié à la crois-



sance. Les dates sont assez claires : la période brillante de la Révolution russe, qui a laissé de telles traces et a tellement contribué à l'image de la Russie soviétique par la suite, se termine entre 1925 et 1930, après quoi on entre dans la terrible période du stalinisme qui coïncide avec la période des plans quinquennaux.

C'en est alors fini pour longtemps de la thèse marxiste et léninienne du dépérissement de l'Etat. L'Etat stalinien est le prototype et le modèle qu'ont suivi les autres Etats, et d'abord de façon caricaturale et sanglante les Etats fascistes, qui ont centré la croissance sur la puissance militaire impérialiste. A la même période, d'autres Etats ont suivi une voie analogue, mais d'une manière que l'on peut dire encore progressiste : je pense par exemple au Mexique et au Parti révolutionnaire institutionnel. Mais on peut aussi penser au New Deal de Roosevelt, qui a sauvé le capitalisme, mais en introduisant des éléments régulateurs dans l'économie.

Je crois que tous les Etats modernes se sont engagés dans cette voie, mais inégalement. La loi léninienne d'inégalité prend ici un sens imprévu. Le mode de production étatique (MPE) règne sur le monde, et c'est lui qui s'est mondialisé avec l'Etat. Partout la croissance l'a emporté sur le développement, mais très inégalement. Le MPE n'interdit pas des alternances de libéralisme et d'autoritarisme. On voit parfaitement en France aujourd'hui, comment le néo-libéralisme se sert de toutes les institutions mises en place pendant la période autoritaire De Gaulle-Pompidou. Il en va de même dans tous les pays. La planification brutale a cédé la place à des méthodes beaucoup plus fines : par exemple, la planification par bilans financiers qui s'accomplit exemplairement en France, et qui est à sa manière aussi efficace, mais beaucoup plus souple, que la planification par bilans-matières encore employée dans le système soviétique.

Je crois pouvoir dire que le capitalisme d'Etat et le socialisme d'Etat sont deux variantes ou deux espèces d'un même genre : le mode de production étatique (MPE). Il ne s'agit ni d'éliminer les différences, ni de négliger les analogies. Seul obstacle devant le MPE : les mouvements de la base.

V.L. : Y a-t-il d'autres variantes possibles pour une réponse marxiste aux problèmes de l'Etat ? Le trotskisme, par exemple, constitue-t-il, par rapport à ce qu'a été la réalité de la transition en URSS, une autre solution ? Question parallèle, mais plus concrète : que pensez-tu des rapports entre la Révolution culturelle en Chine et le problème de l'Etat ?

H.L. : Les critiques de Trotski et des trotskistes contre le stalinisme restent fondées et pertinentes. Dans la ligne de pensée trotskiste, il y a eu après Trotski beaucoup de ré-

flexions et d'oeuvres remarquables. Toutefois les diverses tendances trotskistes, divergentes entre elles, ont ceci de commun qu'elles restent trop attachées à des pensées qui portent leur date. Et ceci malgré quelques tentatives intéressantes comme celles de Pierre Naville, qui dès son époque trotskiste a émis des idées et des thèses d'un intérêt durable.

Mais je reproche aux trotskistes de faire exagérément confiance à l'Etat et de rappeler rarement, sinon jamais, les thèses de Marx sur le dépérissement de l'Etat. *C'est l'occasion de rappeler que pour Marx, Engels et Lénine, la dictature du prolétariat va de pair avec le dépérissement de l'Etat : c'est la voie même du dépérissement de l'Etat. Quand on abandonne la dictature du prolétariat, comme aujourd'hui le Parti communiste français, on abandonne aussi le dépérissement de l'Etat et on éternise l'Etat, qu'on le sache ou non. On est hégélien et lassalien plutôt que marxiste. Mais quand on insiste sur la dictature du prolétariat en « oubliant » également le dépérissement de l'Etat, l'arrivée est bien proche dans ce dernier cas du cas précédent.*

Quant à la Révolution culturelle, dans la mesure où l'on sait ce qui s'est passé, elle semble mal nommée. C'était une révolution politique. Elle interdisait au parti communiste, à la bureaucratie et à l'Etat lui-même de s'ériger au-dessus de la société. En ce sens, on ne peut que l'approuver. Mais j'avoue ne pas bien savoir comment fonctionne aujourd'hui l'Etat en Chine. Il y a lieu de craindre que l'héritage stalinien ne pèse lourd.

**Propos recueillis
par Guy PERRIN ■**

Henri Lefebvre est né en 1905 sous le double signe de la Marchandise et de la Bureaucratie (famille de commerçants et de fonctionnaires). Professeur agrégé de philosophie, il anime, à la fin des années 1920 et en compagnie de P. Morhange, N. Guterman, G. Friedman, G. Politzer et plus tard de P. Nizan, l'éphémère « Revue marxiste ». Militant du PCF à partir de 1928, il participe, après le XX^e congrès du PCUS, à la tentative de construction, à l'intérieur du PCF, d'une opposition antistalinienne. Suspendu, il quitte le PCF en 1958, suit avec sympathie la naissance du PSU et participe à l'animation du Centre d'études socialistes. Ami des situationnistes, il enseigne la sociologie à l'université de Nanterre lorsque éclate Mai-68. Henri Lefebvre se situe aujourd'hui dans la mouvance du courant autogestionnaire. De son œuvre, retenons : *Critique de la vie quotidienne* (2 vol., aux Editions de l'Arche, résumé chez Gallimard, coll. Idées ; *La Vie quotidienne dans le monde moderne*) ; *La Somme et le reste* (Balibaste) ; *La Proclamation de la Commune* (Gallimard) ; *L'irruption de Nanterre au sommet* (Anthropos) ; *Le Droit à la ville - 2 vol.* chez Anthropos ; enfin *La Pensée marxiste et la ville* (Casterman, coll. de poche).